

CLIMAT SOCIAL / MRF : DANGER, EXPLOSIFS !

Force est de constater que le climat social au sein du Département MRF est explosif, depuis plusieurs mois. Les raisons sont multiples (pouvoir d'achat, conditions de travail, ...) mais d'autres facteurs favorisent ce contexte glacial. En effet, la direction utilise le nouveau paysage syndical qui modifie le poids des Organisations Syndicales à MRF, suite aux élections professionnelles, pour attaquer les représentants du personnel (D.P, CDEP, CHSCT) de MRF dans une « guérilla » d'une violence sans précédent. La solution, pour Solidaires, serait de retrouver rapidement une unité syndicale à même de faire infléchir la direction. Mais ce n'est pas si simple

La direction méprise les agents et leurs élus !

Le climat agité dans de nombreux ateliers de MRF est réel. Que ce soit sur les AMT des lignes 2, 3, 6, ou 13, ou dans certains AMP, ce constat s'aggrave de jour en jour.

Au-delà d'un ras-le-bol général dû à l'amiante, à la baisse régulière de notre pouvoir d'achat, à l'intensification du travail, aux suppressions de postes et aux réorganisations ainsi qu'à certaines méthodes de management, la direction en rajoute encore une couche. Celle-ci attaque maintenant les agents en s'en prenant à ses élus, que ce soit en D.P, au CDEP ou au CHSCT. Entre autre, la direction :

- Refuse de répondre à de nombreuses réclamations des D.P, ce qui est délit d'entrave caractérisé ;
- Assigne au tribunal le CDEP/MRF pour dénoncer le règlement intérieur alors que la directrice l'a elle-même voté, mais a été mise en minorité. C'est un déni pur et simple de la démocratie ;
- Attaque le CHSCT pour contester une demande d'expertise (du jamais vu sur MRF) ... mais fini par être condamné au tribunal !



Une réponse à la hauteur des attaques doit maintenant se construire, rapidement. Car même si les différents syndicats ne partagent pas les mêmes idées, nous pensons qu'il est vital que les syndicats de MRF puissent se rencontrer et discuter. Cela ne garantit pas la résolution de tous les problèmes, mais nous ne risquons rien à essayer ! C'est l'analyse de Solidaires Ratp.

Une remise en cause de la démocratie à MRF !

Ce tract a été imprimé avec les cotisations des adhérent-es SOLIDAIRES groupe RATP

C'est une certitude : **les dernières élections professionnelles ne sont pas pour rien dans l'atmosphère viciée régnant à MRF.** En effet, le paysage syndical a été modifié, donnant une part plus large aux syndicats « réformistes », rééquilibrant de fait la balance entre les syndicats « accompagnateurs » de la direction et les « contestataires ». Jusque là, ce n'est que l'expression démocratique des salarié-es.

Ce feu est en fait allumé et attisé par la direction du Département MRF, qui entend bien se servir de ces syndicats « domestiques » pour imposer aux agents tous ces projets, tout en entravant autant que possible le travail des syndicats « inféodés ». **Tout y passe : remise en cause des textes internes, des règles d'horaires variables, des us et coutumes et même des lois et du code du travail.**

De nombreux exemples peuvent étayer nos affirmations. Nous n'en analyserons qu'un, représentatif du climat existant et de la volonté de la direction de s'en servir pour neutraliser les Institutions du personnel de notre département :

- La direction assigne devant le tribunal le CDEP/MRF, pour dénoncer plusieurs articles du règlement intérieur qu'elle a pourtant voté il y a quelques mois.

Si nous prenons cet exemple, c'est qu'il est suffisamment important pour se pencher sérieusement dessus. En effet, la direction remet en cause le pouvoir des élus de transmettre la plupart des informations du CDEP/MRF aux agents qu'ils représentent. Ce qui, pour Solidaires, est une aberration.

Car si nos militants sont élus dans ce CDEP, c'est évidemment grâce au vote des agents. Nos prérogatives sont donc par conséquent de leur rendre compte des informations qui sont données. **Pas pour garder ces informations pour nous !**

Pour Solidaires Ratp, ceci est une entrave syndicale caractérisée. Et même si les dernières lois issues de la position commune tendent à amplifier la « professionnalisation » des acteurs syndicaux, **il est hors de question que Solidaires se coupe des salarié-es en n'assumant pas les mandats que ceux-ci nous ont octroyé.**



Solidaires Ratp continuera, quoi qu'il arrive, à questionner et sonder les agents de MRF sur tous les sujets les intéressant. Car pour nous, les suffrages ne sont pas un chèque en blanc donné aux syndicats pour quatre ans. Leurs votes nous ont donné des droits, mais aussi des devoirs. Certains l'oublient un peu vite ...